

# Le prolétaire

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL  
DU PARTI COMMUNISTE  
INTERNATIONAL  
(Programme Communiste)**

Juillet-Août 1966 - 4<sup>ème</sup> Année - N° 34

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert  
ou R.P. n° 24 Paris (19e)  
C.C.P. 2202-22 Marseille

## A l'Est rien de nouveau

Le nouveau voyage triomphal de de Gaulle a éclipsé un fait d'actualité récent chargé pourtant d'une signification plus lourde : la déclaration faite aux Etats-Unis le 17 juin (anniversaire du soulèvement de Berlin-est), à l'occasion du « Jour de l'Unité », par Rainer Barzel, président adjoint du Parti Chrétien-Démocrate de l'Allemagne de l'Ouest. Dans cette déclaration qualifiée par la presse de retentissante, Barzel envisage la possibilité de réunifier « les deux Allemagnes », c'est-à-dire de reconstituer un seul Etat, sans exclure la présence de l'armée russe dans l'est de l'Allemagne. L'U.R.S.S. recevait en échange certaines garanties dont « la liberté d'organisation pour le parti communiste, interdit en Allemagne de l'Ouest » (il faut bien sacrifier à « l'idéologie ») et, compensation beaucoup plus tangible, « la réalisation d'un vaste programme d'investissements allemands en U.R.S.S. » (nous sommes ici dans le domaine des choses sérieuses, c'est-à-dire de l'économie).

Quelle est la raison de ce changement dans le programme de ceux que Moscou nomme obstinément les « revanchards allemands » ? Quelles perspectives ouvre-t-il vers la solution du lancinant « problème allemand », de l'épineuse question de la « sécurité européenne » et enfin du casse-tête de la « paix mondiale » ?

Pour les marxistes, la nation moderne c'est d'abord un marché, quelle que soit la couverture « idéologique » qui accompagne sa formation. C'est derrière le Zollverein qui s'est formée l'Allemagne moderne et c'est après son achèvement, après 1871, que la nation allemande a pu intervenir en force sur le marché mondial. Grâce au formidable arsenal de la Ruhr, la bourgeoisie allemande entreprit de disputer à l'Angleterre et à la France le rôle de despote du marché mondial. C'est à cause du dynamisme remarquable de l'impérialisme allemand qu'on put accuser le pangermanisme du Kaiser d'être responsable de la première guerre mondiale, alors que la raison véritable en fut l'inégalité de développement d'impérialismes farouchement rivaux. La défaite de l'Allemagne, en 1918, ne pouvait résoudre un problème que seule la révolution prolétarienne aurait pu trancher définitivement. Celle-ci, battue à Berlin en 1919, étouffée à Moscou en 1926, le problème n'en fut qu'aggravé. Privés, à Versailles, de possibilités maritimes et coloniales, les magnats de la Ruhr devaient s'occuper avec un ardeur redoublée du seul marché qui fut à leur portée immédiate, celui des pays agricoles peu industrialisés de l'Europe Centrale et Orientale. Et c'est ce qui permit encore une fois aux démocrates franco-anglais, dont les positions dans cette région étaient menacées par les théories impérialistes du Lebensraum et de la Mittropa, de faire porter, au nom du nazisme hitlérien cette fois, mais toujours à l'Allemagne, la responsabilité du second carnage mondial.

Bien entendu la grande croisade antifasciste à laquelle s'était rallié le pouvoir soviétique totalement dégénéré, ne pouvait pas résoudre le problème posé par le potentiel productif de la Ruhr. A Yalta et Potsdam, non seulement l'Allemagne perdit les territoires ruraux qu'elle avait conquis, mais aussi sa partie orientale, qui passaient sous la domination russe. En mé-

me temps, les compères « démocrates » et « communistes » s'entendaient pour l'occuper complètement afin de prévenir toute possibilité de sursaut de ce prolétariat allemand qui avait tant inquiété, à Berlin, en 1919.

Sur son asservissement total, le capital allemand passa à la « reconstruction » qui fut particulièrement rapide et brillante : ce fut « le miracle allemand ». Bien tôt il fallut passer sur une aire d'expansion plus vaste ; et ce fut l'Europe, la petite, celle des Six (C.E.C.A. en 1951 ; C.E.E. en 1958). Aujourd'hui, après la signature des accords sur l'Europe agricole, avec la certitude de la réalisation proche d'un marché de 200 millions de consommateurs et donc d'une augmentation assurée de la production des entreprises, c'est-à-dire de leur possibilité de croissance, il faut songer à la nouvelle étape de l'expansion rendue inéluctable par l'accumulation du capital. Et c'est une nouvelle fois vers l'Est que se tourne l'impérialisme allemand.

Si la bourgeoisie allemande, s'exprimant par la bouche de M. Barzel, passe du mot d'ordre de « réunification en commun et dans la liberté » (au moyen d'élections libres), inacceptable par les russes, à de nouvelles propositions en apparence plus raisonnables, c'est d'une part parce que ce mot d'ordre de principe, qui correspondait à une perspective lointaine, ne convient plus, aujourd'hui que la réunification, c'est-à-dire la récupération du marché de l'Allemagne de l'Est et, au delà, des pays de l'Europe centrale et orientale, devient une nécessité réelle, im-

périeuse et proche, si l'on veut éviter la crise.

C'est d'autre part que le dynamisme de l'économie russe, entravé par le fardeau de la course aux armements qui lui est imposée par l'impérialisme américain, et par le boulet de sa crise agricole permanente, ne peut parvenir à soutenir, comme pourrait le faire l'impérialisme européen à dominante allemande, l'économie en expansion des pays de « démocratie populaire ».

L'inégalité de développement vient telle que l'U. R. S. S. fait appel au capital européen pour l'achat d'usines entières, dans l'industrie chimique ou automobile par exemple, ou pour la construction d'infrastructures diverses. Elle entend évidemment impulser son propre développement très en retard sur le miraculeux « modèle » occidental dans le domaine du « standing » individuel, mais il n'est pas moins certain qu'elle compte aussi servir d'intermédiaire entre ce capital européen et les démocraties populaires, à la recherche, elles aussi, d'une élévation de leur standing.

L'impérialisme allemand, lui, se sent assez fort pour assurer le développement de l'Europe de l'Est et n'a évidemment aucun besoin de l'intermédiaire russe. Mieux, il se paye le luxe de proposer à son concurrent direct « un vaste programme d'investissements allemands ».

C'est sa présence militaire obtenue à la suite du sanglant sacrifice de millions de prolétaires rus-

(Suite en page 4)

## 1918-1920

L'impérialisme mondial, suscitant directement la révolte des troupes blanches, finançant, fournissant armes et matériel, débarquant ses propres troupes, tente d'étrangler la jeune république des Soviets. Pendant trente mois, une guerre civile terrible, sans merci, dresse l'une contre l'autre les forces du capitalisme et du communisme. L'héroïque armée rouge, organisée et commandée par Trotsky, triomphera finalement sur tous les fronts, au prix de souffrances et de privations inouïes. La dictature du prolétariat était momentanément sauvée.

Le gouvernement de la III<sup>e</sup> République impérialiste française fut parmi les plus féroces partisans de l'écrasement militaire des Rouges, au point qu'aveuglés par leur haine de classe, les Clemenceau et les Foch sous-estimèrent beaucoup la solidité réelle du pouvoir révolutionnaire.

Alors capitaine, de Gaulle participe directement, aux côtés de Weygand, en Pologne, à cette lutte à mort de la bourgeoisie internationale contre la révolution russe qui proclame hautement n'être que la première étape de la révolution prolétarienne mondiale.

## 1966

« Sauveur de la patrie », comme l'était hier Clemenceau, président de la V<sup>e</sup> République impérialiste française, de Gaulle est reçu triomphalement à Moscou et s'entretient « franchement », « cordialement », dans une ambiance de « compréhension réciproque » et d'« amitié » avec les dirigeants russes.

Qui a changé depuis les lointaines années de la guerre civile ? de Gaulle ? Aujourd'hui, comme hier, sous l'uniforme de capitaine ou sous celui de général, il sert avec la même habileté les intérêts de sa classe !

C'est la Russie qui a changé ! Quand de Gaulle, Brejnev et Kossyguine lèvent leur verre à la fin d'un somptueux banquet pour célébrer l'amitié de la Russie et de la France impérialiste, ils rendent en fait un commun et muet hommage à la contre-révolution sanglante qui a abattu le pouvoir prolétarien en Russie, déporté, fusillé, anéanti les meilleurs militants bolcheviks, assassiné le chef de l'Armée Rouge.

L'amitié du Kremlin et de l'Elysée est bâtie sur les cadavres et le sang du prolétariat révolutionnaire mondial, sur la victoire de la contre-révolution stalinienne qui a fait de l'ex-Union des Républiques Socialistes Soviétiques le frère d'armes des plus puissants pays impérialistes dans le second conflit mondial.

## L'illusionnisme révolutionnaire de la gauche de l'U. E. C. F. et de la J. C. R.

Une opposition gauchisante est née au sein de la J.C.F. et surtout de l'U.E.C.F. à propos de la guerre d'Algérie et de la lutte antifasciste du moment. L'indifférence de l'U.R.S.S. et du P.C.F. à la guerre du Vietnam, ainsi que l'appui de ce dernier à la candidature de Miterrand, aggrava l'agitation du secteur Sorbonne-Lettres de l'U.E.C.F. ; elle aboutit à l'exclusion de certains de ses membres. En avril 1966, ils se regroupèrent dans une nouvelle organisation politique de jeunesse à prétentions révolutionnaires, la Jeunesse Communiste Révolutionnaire. Elle parle « d'éclatement du monolithisme stalinien qui ouvre aujourd'hui de nouvelles perspectives » (1). Quelles sont-elles ? Quels sont le programme et la pratique de la J.C.R. ? Il semblerait, au volume de ses publications, au nombre de ses Congrès, où l'on crie à la crise du P.C.F., à la nécessité de la reconstruction d'un Parti révolutionnaire, qu'elle tend, à en croire ses propres analyses, à se différencier radicalement de ce parti bureaucraté et sclérosé, à direction discréditée pris entre la tendance traditionnelle qui tient à son lien avec Mos-

cou et celle togliattiste, qui réclame plus d'autonomie nationale, chacune plus ou moins consciente de la crise de l'appareil du parti, et aussi désireuse de sauver « la direction actuelle ». Nullement ! Ou sa différence d'avec la majorité du P.C.F. est si subtile qu'elle est invisible, pour de véritables marxistes révolutionnaires. Mais plus, sa subtilité est véritablement stalinienne : elle consiste à employer un verbiage d'étudiants staliniens à prétentions révolutionnaires, et à avoir une pratique si rouée, à la manière stalinienne, qu'elle ne doit pas défendre un « programme révolutionnaire à 100 pour cent » ; — « absolument pas » ! —, parce que les ouvriers « militants » ne le comprendraient pas, et qu'elle a « des revendications transitoires à mettre en avant, de façon à être compris ».

Cette minorité « révolutionnaire », organisée indépendamment en J.C.R., reliée à une gauche au sein du P.C.F. qu'elle doit aider à se constituer en « fraction », est « le parti d'avant-garde, ou ceux du moins qui doivent le créer » : son programme « révolutionnaire » est de ne pas en avoir et, corrélativement, sa pratique révolutionnaire est de ne pas exister, puisque les conditions d'existence d'un parti, d'un programme, d'une pratique révolutionnaires font défaut ; mais, comble d'ironie, cette absence totale d'esprit révolutionnaire,

ou plutôt le « programme » démocratéo-réformiste et la pratique petite-bourgeoise et opportuniste, apanage du P.C.F., déjantés d'une manière différente de celle du P.C.F. parce que par des jeunes qui veulent agir, doit arriver à former une avant-garde révolutionnaire au sein du prolétariat qui lui permette d'accomplir sa révolution. N'est-ce pas un canular étudiantin ? Ouvriers, avez-vous du temps de reste pour comprendre et trouver plaisants les jeux pseudo-théoriques de ces jeunes qui, eux, semblent avoir beaucoup de temps pour bavarder et s'amuser ? Mais il est quand même nécessaire de rappeler quelques principes sagement révolutionnaires devant cette décomposition effective du stalinisme et du P.C.F., si puissante que ses fumées d'idées embrument le cerveau de ses jeunes militants, pour mettre en garde d'autres jeunes plus sérieusement révoltés.

\*\*

La J.C.R. découvre une crise internationale du stalinisme. Aussi établit-elle une différence entre un courant du P.C.F. qui doit le conduire à fusionner avec le parti socialiste, parce qu'il préconise un parti communiste purement national, et un courant qui tente de « sauvegarder le soutien russe, qui est considéré par beaucoup comme une sorte de cordon ombilical re-

liant empiriquement le P.C.F. à la Révolution d'Octobre ». Bien que la J.C.R. trouve que l'appui sur Moscou ne « donne plus, aux yeux de la classe ouvrière française le même prestige qu'autrefois », parce que la « bureaucratie soviétique » semble ébranlée, elle préfère ce courant internationaliste car il lui paraît conserver un fil avec la révolution de 1917. Elle ne remet pas en question ni le stalinisme, ni le passé du P.C.F. et ne voit donc point son rôle de conservation sociale auprès du prolétariat. Elle sent simplement, sans être capable de l'expliquer, que quelque chose se passe dans le mouvement communiste officiel qui retentit particulièrement dans le P.C.F. dont l'action n'est plus capable de faire aboutir les « luttes politiques », ni les grèves. Mais comment se fait-il que tout d'un coup ni l'U.R.S.S., ni le P.C.F. ne répondent plus aux espoirs des luttes du prolétariat ? C'est un mystère que la J.C.R. ne peut élucider à cause de son atavisme. Aussi parle-t-elle de crise. Mais ce n'en est pas une ; ce n'est que la fin de l'involution inéluctable, de la faillite de la III<sup>e</sup> Internationale qui fourvoja le prolétariat dans la collaboration de classe à l'aide de ses pires ennemis, les sociaux-démocrates. Il existe une histoire de la vraie lutte communiste du prolétariat et du sens réel

(Suite en page 4)

(1) (« La Méthode », numéros 68-69-70. Toutes les autres citations sont tirées de ces numéros).

# Le faux "retour à Lénine" des économistes russes modernes

Le nouveau statut des entreprises d'Etat russes (que nous avons longuement analysé dans un article du n° 35 de notre revue **Programme Communiste**) formule en termes juridiques la conclusion de longues discussions théoriques entre économistes russes et exprime du même coup d'une manière complète la phase de stabilisation du capitalisme en Russie. Notre analyse critique de ce statut a voulu prouver que les formes juridiques et de propriété à l'intérieur desquelles se meut l'économie russe depuis la victoire de la contre-révolution stalinienne correspondent parfaitement aux principes du capitalisme tel qu'il existe en Occident.

Tenant de légitimer historiquement le capitalisme russe, les économistes soviétiques ont recouru

## MARCHE HISTORIQUE A RECULONS

Les économistes se réfèrent entre autres au schéma dialectique tracé par Lénine pour affronter la réforme économique au lendemain de la victoire de la révolution et de la guerre civile. On peut résumer ainsi ce schéma : du libre commerce au socialisme. La falsification qu'on en fait aujourd'hui devient évidente si l'on considère la direction des forces productives dans la Russie de 1921 où dominait la petite production, à la campagne comme à la ville.

Pour Lénine il s'agissait donc, à partir du libre commerce (tolérance provisoire à l'égard de l'élément petit-bourgeois), d'aller au capitalisme d'Etat considéré comme un degré supérieur dans l'échelle du développement économique et, l'Etat étant celui de la dictature du prolétariat, comme le degré précédant immédiatement celui du socialisme économique. Point d'aboutissement de la lutte révolutionnaire, le capitalisme d'Etat devait permettre de libérer les forces productives des formes capitalistes dépassées. La falsification apparaît nettement : du libre commerce au capitalisme d'Etat, c'est tout autre chose que : du capitalisme d'Etat au libre commerce.

Voilà comment les économistes, c'est-à-dire les apologistes du capitalisme, interprètent les enseignements de Lénine et du parti révolutionnaire ! Ils considèrent le retour à l'autonomie des entreprises et à la libre action des lois économiques comme un pas en avant dans l'évolution de l'économie vers le "communisme".

Il faut noter qu'en matière d'utilisation de formes économiques typiques du mode de production capitaliste, Lénine était beaucoup plus "audacieux" qu'on le pense habituellement ou que l'historiographie officielle le laisse croire.

En fait, l'absence de victoires révolutionnaires du prolétariat occidental, allemand surtout, commandant impérieusement de reculer du "communisme de guerre" au "libre commerce", Lénine admet sans crainte, comme sans la moindre mystification démagogique, l'urgence nécessaire de faire progresser les forces productives par tous les moyens disponibles et dans les formes appropriées à leur degré de développement. Il considère quatre formes de développement économique qui coexistent à ce moment-là : les concessions aux capitalistes russes et étrangers, le "capitalisme coopératif", le commerce capitaliste comme intermédiaire entre la production d'Etat et la consommation individuelle, le bail.

Dans ces formes manifestement capitalistes, qui n'ont rien à voir avec le socialisme, Lénine ne perd toutefois jamais de vue l'élément progressif, susceptible d'accélérer l'évolution vers la forme optimale du capitalisme d'Etat, tout en étant toujours animé par la vive,

## LA FONCTION REVOLUTIONNAIRE DU PARTI DANS L'ECONOMIE

Il est clair que le puissant travail théorique et pratique du parti bolchevique dans le domaine de l'économie ne constitue par un enseignement limité à la seule Russie, bien qu'il se fonde sur les conditions matérielles qui lui étaient propres. Il intéresse en effet la lutte du prolétariat révolutionnaire mondial, dans la mesure où il apporte à notre théorie générale de la révolution non pas des "enri-

parfois à des textes de Lénine et du parti bolchevique. Nous devons donc retourner à ces textes classiques qui, contrairement aux prétentions des apologistes de la contre-révolution, contiennent une description du très difficile passage du capitalisme au socialisme dans la Russie arriérée et, surtout, un enseignement fondamental sur les réformes économiques dans la période post-révolutionnaire valable pour tous les pays. En fait, l'aspect le plus négatif des fausses théories russes actuelles n'est pas tellement de justifier le capitalisme en Russie au nom du "socialisme", et donc les formes typiques du capitalisme comme formes particulières du socialisme, que de déclarer ces formes valables pour tous les pays, quel que soit leur degré de développement économique.

urgente et immédiate préoccupation d'assurer un minimum de production pour la survivance biologique des prolétaires.

Cet élément progressif et accélérateur est tout à fait la petite production marchande si on la considère par rapport à la production archaïque, celle de la grande entreprise privée par rapport à la petite production marchande, de la grande entreprise d'Etat par rapport à toutes les autres formes. Le sens de la marche est clairement indiqué par Lénine qui parle de faire converger toutes les forces productives "dans le lit du capitalisme d'Etat".

Cela ne signifie pas que la marche vers le socialisme soit ainsi assurée, du seul fait que la production est dirigée ou même directement gérée par l'Etat ; en fait la conquête fondamentale de la révolution d'octobre, le fait que l'Etat est celui de la dictature prolétarienne, que le pouvoir est passé des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers à celles des prolétaires, forme toujours la base du raisonnement de Lénine. C'est toujours ainsi que chaque phase historique est analysée, et non d'une manière abstraite.

Lénine admet carrément que "Nous avons reculé vers le capitalisme d'Etat. Mais reculé avec mesure. Nous reculons aujourd'hui vers la réglementation du commerce par l'Etat. Mais nous reculons avec mesure". Cette affirmation fondamentale de Lénine démontre que le capitalisme d'Etat n'est pas une forme particulière du développement économique socialiste que les formes de l'économie non capitaliste sont tout autres.

Toutes les mesures que le pouvoir prolétarien sera contraint de prendre dans cette phase de retraite, de l'"intérêt matériel" au "profit", de la "stabilité monétaire" à la "liberté commerciale" ou à l'"autonomie des entreprises", sont à considérer comme des instruments de résistance, comme des armes pour affronter une situation historique et économique défavorable en vue de préparer un nouvel assaut révolutionnaire, sur le terrain économique également, dès que les conditions plus favorables le permettront. Lénine, le parti bolchevique, la IIIe Internationale agissaient alors pour qu'une nouvelle crise révolutionnaire, plus large et plus profonde, s'empare tout particulièrement de l'Europe occidentale et crée ainsi les prémisses d'un développement plus rapide et moins douloureux (c'est-à-dire moins capitaliste) de l'économie russe elle-même vers le socialisme.

Aujourd'hui que la retraite s'est transformée en déroute par suite des insuffisances du parti de classe mondial, le retour à une vision socialiste du développement économique ne peut avoir lieu dans des partis qui ont trahi la révolution.

chissements", mais d'exemplaires leçons dont les prochains assauts révolutionnaires devront tenir compte dans la période de transition du capitalisme au socialisme.

En 1921, nous ne nous scandalisons pas du retour au "capitalisme" préconisé par Lénine, ni des mesures typiquement capitalistes prises par le parti et l'Etat pour réorganiser l'économie : la gauche communiste comprit immédiate-

ment la véritable signification dialectique de ces mesures et tourna en ridicule ceux qui s'en scandalisaient, des anarchistes aux social-démocrates qui voulaient y voir une confirmation de leur menchevisme, une preuve que l'histoire condamnerait inexorablement la Russie à un développement économique capitaliste. Ce qui nous scandaliserait bien plutôt, si nous étions sensibles au scandale, c'est l'œuvre de mystification des idéologues russes actuels qui tentent de faire passer pour socialisme le capitalisme le plus affirmé.

Les Russes actuels glorifient l'intérêt matériel et le rendement économique. Laissons parler Lénine : « Le passage des entreprises d'Etat à ce qu'on appelle le principe du rendement économique signifie dans une large mesure le passage des entreprises d'Etat au principe commercial » ; c'est-à-dire à des formes arriérées par rapport à l'objectif du capitalisme d'Etat.

La tâche du parti de classe était donc de soutenir l'Etat prolétarien et l'économie d'Etat contre le "capitalisme privé" et la "petite production" ; de protéger les conditions de vie des prolétaires contre le "zèle" et la "bureaucratisme" des directions des entreprises d'Etat, et contre le "capitalisme privé" ; de diriger les syndicats, en tant qu'organes de défense économique et sociale du prolétariat. « Le parti communiste et le pouvoir soviétique des Soviets, de même que les syndicats, doivent reconnaître ouvertement que la lutte économique existe, et qu'elle est inéluctable... aussi longtemps que n'ont pas été coupées... toutes les racines de la petite production et de la prédominance du marché ».

## A NOUVEAU VERS LE SOCIALISME

Il n'est pas nécessaire de démontrer à nouveau ici que l'économie russe actuelle n'est en rien socialiste et qu'à plus forte raison elle n'avance nullement vers le communisme supérieur ; c'est un sujet que nous avons traité plusieurs fois dans ces colonnes, ainsi que dans notre revue **Programme Communiste**.

Il est élémentaire de rappeler que pour entrer dans une nouvelle ère sociale il est indispensable d'abandonner les vieilles formes économiques. Il n'en est pas ainsi en Russie où, qui plus est, on se complait à emprisonner le déve-

veloppement économique dans les formes archaïques du capital alors qu'en fait, dans de nombreux secteurs de l'économie, la grande industrie de transformation en particulier, le passage à des formes d'échange non monétaire est déjà mûr. La première caractéristique de ce passage, et la plus simple, est que, sans que cesse pour autant l'échange entre équivalents et l'action de la loi de la valeur, "le capital-argent disparaît en production socialisée". Il est remplacé par le "bon de travail" non accumulable et qui ne constitue donc pas un certificat de disposition libre et privée de la richesse socia-

l'argent disparaît en production socialisée". Il est remplacé par le "bon de travail" non accumulable et qui ne constitue donc pas un certificat de disposition libre et privée de la richesse socia-

l'argent disparaît en production socialisée". Il est remplacé par le "bon de travail" non accumulable et qui ne constitue donc pas un certificat de disposition libre et privée de la richesse socia-

l'argent disparaît en production socialisée". Il est remplacé par le "bon de travail" non accumulable et qui ne constitue donc pas un certificat de disposition libre et privée de la richesse socia-

l'argent disparaît en production socialisée". Il est remplacé par le "bon de travail" non accumulable et qui ne constitue donc pas un certificat de disposition libre et privée de la richesse socia-

l'argent disparaît en production socialisée". Il est remplacé par le "bon de travail" non accumulable et qui ne constitue donc pas un certificat de disposition libre et privée de la richesse socia-

# 1936-1966 : TRENTE ANS DE COLLABORATION DE CLASSE

D'immenses banderoles sur les façades des Bourses du Travail, un copieux reportage photographique dans la « Vie Ouvrière » : la grande campagne publicitaire et électorale sur le Front Populaire est lancée et la corporation des bureaucrates syndicaux va pouvoir célébrer bruyamment l'acte de naissance de son syndicalisme de « contestation » et de « négociations », de son syndicalisme de collaboration de classe.

Jun 36, c'est en effet la grande réunification syndicale qui réabsorbe, dans le sein de la vieille C.G.T. réformiste et vendue au capital, toute la phalange de communistes et de révolutionnaires qui, à la tête de la C.G.T.U., avait tenté de porter le mouvement français sur un terrain de lutte classiste. C'est aussi le grand tournant opportuniste qui avait précédé cette réunification : la réconciliation du P.C.F. avec les socialistes, « gérants loyaux du capitalisme ».

On retrouve dans le reportage de la « Vie Ouvrière » la triste mascarade politique des « Anciens combattants républicains » défilant aux côtés des salariés, des manifestants chantant alternativement « La Marseillaise » et « L'Internationale », du drapeau tricolore de la bourgeoisie affublé d'un lambeau écarlate du drapeau prolétarien, toute l'ambiance de kermesse populaire et de 14 juillet banlieusard qui cachait aux contemporains de cette orgie patriotico-démocratique qu'elle n'était que l'enterrement des derniers res-

res de traditions révolutionnaires. L'« agitation sociale » n'y est évoquée que sous son aspect bouffon d'occupation des usines au son de l'accordéon. Par contre, le *crétinisme parlementaire*, dont la poussée sociale de 1936 fut hélas la victime consentante, y est largement magnifié. La « Vie Ouvrière » fait état de « 203 lois sociales votées en 100 jours » par une Assemblée Nationale que la peur de la révolte ouvrière rendait stakhanoviste.

L'organe de la C.G.T. se garde bien de dire que le premier acte de la majorité victorieuse du Front Populaire fut d'appeler les ouvriers à « respecter l'ordre » ; il cache soigneusement aussi que la vague de grèves sans précédent qui secoua la France en mai de la même année fut déclenchée non pas grâce aux partis de cette majorité, mais malgré eux. D'ailleurs, c'est au mois de juillet suivant que Thorez devait exhorter les ouvriers à « savoir terminer une grève ». Il écrivait, évidemment, aux partisans actuels d'un énième replâtrage démocratique du capitalisme de faire tous ces aspects et de faire d'une bataille sociale trahie une simple combinaison électorale du même type que celle dont la C.G.T. et le P.C.F. rêvent aujourd'hui.

Cependant, le sort que l'histoire a réservé à *mythe* de juin 36 est en fin de compte un juste retour des choses. Il démasque le contexte contre-révolutionnaire dans lequel s'inscrivait ce qui, à son début, fut un véritable mouvement de mécontentement et de révolte ouvrière. « Défense de la démocra-

tie », « sauvetage de la République », ces mots d'ordre que les exploités, il y a trente ans, ont cru n'adopter que comme prétextes momentanés d'une action revendicative de classe, sont passés désormais à la postérité sous leur véritable et unique signification. Là où les masses en effervescence n'ont vu que le moyen de développer leur action, l'opportunisme moderne n'a retenu que le but, et confirme par cette attitude que de tels mots d'ordre ne peuvent avoir d'autre contenu que celui de la conservation des rapports d'exploitation existants. Aussi pouvons-nous dire aux jeunes ouvriers d'aujourd'hui qui manifestent quelque dédain protecteur à l'égard des « illusions Front Populaire de papa » que le mythe de juin 36 n'est nullement « dépassé » puisque c'est en son nom que le communisme et le syndicalisme dégénérés immobilisent la lutte ouvrière tout en préparant au capitalisme une nouvelle et toujours « démocratique » solution de rechange.

Les résultats immédiats de la lutte ouvrière comptent bien plus par leur effet de renforcement et d'unification de toute la classe en vue de la revendication historique du prolétariat qu'en raison de l'importance plus ou moins grande des améliorations provisoires que cette lutte peut apporter à la condition économique des salariés. Pour qu'on puisse parler, à propos de ces améliorations, de victoire ouvrière, il (Suite en page 3).

Le lecteur trouvera le texte intégral des thèses sur la tâche historique, l'action et la structure au parti communiste mondial (juillet 1965) dans le numéro 24 du "Proletaire" (septembre, 1965). Les thèses supplémentaires ci-contre ont été présentées à la réunion internationale du Parti, en avril 1956.

# Thèses supplémentaires

SUR LA TÂCHE HISTORIQUE, L'ACTION ET LA STRUCTURE  
DU PARTI COMMUNISTE MONDIAL

1° Les thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial revendiquent la continuité des positions qui, depuis plus d'un demi-siècle, forment le patrimoine de la Gauche communiste. Ce n'est pas en consultant des articles de code ou de règlements qu'on parviendra jamais à les comprendre et à les appliquer spontanément, ni en comptant les votes d'une assemblée, ou pis, d'un collège ou d'un tribunal appelés à trancher les questions soulevées dans les interpellations d'éléments moins éclairés : c'est là une pratique que nous avons toujours repoussée et finalement bannie. Cette compréhension et cette application seront le résultat d'un travail difficile qui n'atteindra pas ses buts sans un recours au vaste matériel historique fourni par l'expérience vivante de longues phases du mouvement révolutionnaire, de ce mouvement qu'aussi bien après qu'avant la publication des thèses, nous travaillons collectivement et de façon assidue à préparer et à étendre.

2° Notre petit mouvement se rend parfaitement compte que dans la phase historique bien grise que nous traversons et qui est historiquement très éloignée des grandes luttes prolétariennes passées (défaites sanglantes et replis sans gloire, aussi bien que victoires éclatantes), il est très difficile d'utiliser l'expérience qu'elles nous ont apportée. Dans la vision correcte et non déformée de notre courant, ni la rigueur doctrinale, ni la profondeur de la critique historique ne suffisent à forger le programme révolutionnaire qui puise au contraire sa lymphe vitale dans la liaison avec les masses rebelles, aux époques où elles sont irrésistiblement poussées à combattre. Aujourd'hui que le caractère larvé des crises du capitalisme sénile et l'ignominie croissante des courants opportunistes étouffent l'élan des masses, ce lien dialectique est particulièrement difficile à établir. Tout en admettant que notre rayon d'action soit restreint, nous devons sentir que nous préparons le véritable Parti, à la fois sain et efficace, pour l'époque historique où, poussées par les infamies de la société contemporaine, les masses se porteront à nouveau à l'avant-garde, et que l'insurrection pourrait échouer une fois de plus si manquait cet organe indispensable de la révolution qu'est un parti de classe, non pas pléthorique, mais compact et puissant. Aussi douloureuses qu'elles soient, nous devons surmonter les contradictions de notre époque en tirant la leçon dialectique des amères désillusions du passé et en signalant avec courage non seulement les dangers prévus et dénoncés par la Gauche dès leur apparition, mais toutes les formes insidieuses que la menace opportuniste est susceptible de prendre.

3° C'est avec un tel but qu'on approfondira le mieux la critique historique des luttes passées et des réactions de la gauche marxiste et révolutionnaire aux déviations et aux vagues de désarroi qui, en plus d'un siècle, ont maintes fois fait obstacle à la marche en avant du prolétariat. Les enseignements à tirer de ce travail critique ne peuvent ni ne veulent être des recettes de succès, mais une exhortation sévère à surmonter les faiblesses et à nous défendre des dangers auxquels des forces qui semblaient pourtant dévouées à la cause révolutionnaire ont trop souvent succombé dans le passé. Ces enseignements, on les dégagera de l'étude des périodes où existaient les conditions d'une ardente lutte de classe, mais où théorie et stratégie ré-

volutionnaires ont fait défaut, et surtout des événements qui perdirent l'Internationale communiste alors qu'on croyait désormais exclue toute rechute dans l'opportunisme, et de la lutte de la Gauche contre le danger opportuniste grandissant pour conjurer la faillite qui, malheureusement, suivit.

4° Les brèves illustrations que nous donnerons ici ne doivent pas être considérées comme des références directes aux erreurs et aux inconvénients qui peuvent menacer aujourd'hui notre œuvre, mais comme une contribution de plus à la transmission de l'expérience des générations passées. Sans doute les résultats acquis jouent-ils aujourd'hui avec un fort « décalage » historique et chronologique puisque cette expérience remonte à une époque où la doctrine avait déjà été excellemment restaurée (dictature prolétarienne en Russie, œuvre de Lénine et de ses camarades dans le domaine théorique, fondation de la III<sup>e</sup> Internationale, dans le domaine pratique) et où en Italie et dans le monde entier, la lutte révolutionnaire des partis communistes battait son plein avec une large participation des masses. Il n'empêche que leur correcte utilisation reste une nécessité vitale pour le Parti, dans le présent comme dans l'avenir, qui sera certainement plus riche de possibilités révolutionnaires.

5° Lénine a traité impitoyablement ce qu'après Marx et Engels il a appelé à l'opportunisme. Une caractéristique fondamentale de ce phénomène est de préférer la voie la plus courte, la plus commode et la moins ardue à la voie la plus longue, la plus difficile et la plus hérissée d'obstacles. Cette dernière est pourtant la seule où l'action pratique immédiate et directe dans la situation réelle du moment puisse répondre pleinement à nos principes et à notre programme, c'est-à-dire à nos buts suprêmes.

Lorsque, dès la fin de la première guerre, nous proposâmes de renoncer à l'action électorale et parlementaire, Lénine répondit que l'extrême difficulté d'une action communiste et révolutionnaire au Parlement n'était pas un argument valable, l'insurrection armée et la transformation de l'économie et de la société arrachée par la violence au contrôle du Capital étant à coup sûr plus difficiles encore. Il avait raison, et notre argument était tout autre : nous montrions au contraire que la préférence pour la méthode démocratique répondait évidemment à une préférence pour la commodité de l'action légale rituelle et à une répugnance pour les terribles difficultés de la lutte illégale, et qu'une telle pratique ne pouvait que faire retomber le mouvement communiste dans la fatale erreur social-démocrate dont on n'était sorti qu'au prix d'efforts héroïques.

Comme Lénine, nous savons bien que l'opportunisme n'est pas une tare morale, mais l'expression de la prédominance dans les rangs ouvriers de positions propres aux couches intermédiaires de la petite-bourgeoisie (comme Marx et Engels le disaient déjà pour l'Angleterre de leur époque), positions plus ou moins consciemment inspirées par les idées-mères de la classe dominante, et donc par ses intérêts sociaux. La preuve en est qu'aussi forte et généreuse qu'elle ait été, la position de Lénine sur l'action parlementaire comme élément de la lutte contre le régime bourgeois et le Parlement lui-même et pour l'instauration de la dictature prolétarienne n'en a pas moins conduit sous nos yeux les députés prolétariens à succomber aux pires suggestions et aux pires faiblesses petites-bourgeoises et, finalement, à re-

nier le communisme et à se mettre au service de l'ennemi, quelquefois par pure vénalité.

De cette expérience faite à une vaste échelle historique, nous tirons un avertissement : le Parti doit éviter toute décision et tout choix qui pourraient être dictés par le désir d'obtenir de bons résultats pour un travail et un sacrifice moindres. Un tel désir peut sembler innocent, mais il traduit la tendance des petits-bourgeois à la paresse et il obéit au principe fondamental du capitalisme qui est d'obtenir le maximum de profit pour le minimum de frais. Il pourra sembler qu'une telle position ne se trouve pas à la lettre chez Lénine, mais elle n'est qu'une généralisation, poussée de notre expérience historique, et Lénine était, comme nous, à l'école de l'histoire.

6° Tel qu'il est apparu dans la II<sup>e</sup> Internationale et tel qu'il triomphe aujourd'hui après la faillite encore pire de la III<sup>e</sup> Internationale, l'opportunisme présente encore un autre aspect, qui allie régulièrement la pire adultération des principes du Parti à une admiration ostensible pour les textes classiques et pour l'enseignement et l'œuvre des grands maîtres et des grands chefs. C'est une caractéristique constante de l'hypocrisie petite-bourgeoise que d'applaudir servilement à la puissance du chef victorieux, à la grandeur des textes d'illustres auteurs et à l'éloquence de l'orateur loquace pour descendre ensuite, dans la pratique, aux déformations les plus méprisables et les plus contradictoires. C'est pourquoi un corps de thèses ne sert à rien si ceux qui l'accueillent avec un enthousiasme de type littéraire ne réussissent pas à en saisir l'esprit et à le respecter dans l'action pratique et s'ils tentent d'en masquer la violation en soulignant leur adhésion (purement platonique) au texte théorique.

7° La vie de la III<sup>e</sup> Internationale comporte une autre leçon que la Gauche mit souvent en évidence à l'époque, comme on peut le voir dans notre documentation de parti, à savoir l'inutilité de la "terreur idéologique". Alors que notre doctrine se diffuse grâce à sa correspondance aux brûlantes réalités sociales, cette malheureuse méthode consistait à vouloir remplacer ce processus naturel par une catéchisation forcée : c'est ainsi que des éléments récalcitrants et égarés, soit pour des raisons plus fortes que les hommes et que le parti, soit à cause de l'imperfection du parti lui-même, furent publiquement humiliés et mortifiés en Congrès, sous les yeux de l'ennemi de classe, même quand ils avaient représenté notre parti et dirigé notre action dans des épisodes politiques de portée historique. Imitant la méthode chrétienne de la pénitence et du mea culpa, l'Internationale prit l'habitude de contraindre ces éléments à une confession publique de leurs erreurs, le plus souvent en leur promettant plus ou moins de retrouver par ce moyen des positions importantes dans les rouages de l'organisation. Un moyen aussi philistin et digne de la morale bourgeoise n'a jamais amendé aucun membre du Parti ni protégé le moins du monde de ce dernier contre les menaces de dégénérescence. Lorsque le Parti s'achemine vers la victoire, l'obéissance des militants est spontanée et totale, mais non aveugle et forcée ; la discipline centrale répond (comme nous l'avons montré dans les thèses et dans les documents sur lesquels elles s'appuient) à l'harmonie parfaite qui existe entre les fonctions de la base et du centre et leur action et qu'aucun dressage bureaucratique, aucun volontarisme anti-marxiste ne peut remplacer si elle fait défaut.

Ce point est capital pour une

juste compréhension du centralisme organique, comme cela ressort des terribles confessions auxquelles furent réduits les grands chefs révolutionnaires avant de disparaître dans les purges de Staline, de ces autocritiques inutiles auxquelles ils furent contraints sous peine d'être expulsés du parti et diffamés comme traîtres, ignobles absurdités que la méthode non moins bigote et bourgeoise de la réhabilitation n'effacera jamais. C'est par l'abus croissant de telles méthodes que la dernière vague de l'opportunisme est parvenue à sa maudite victoire.

8° C'est précisément parce que son action est organique et que sa fonction collective dépasse tout personnalisme que le parti doit répartir ses diverses fonctions et ses diverses activités entre ses membres. L'alternance des camarades dans ces tâches est un fait naturel qui n'obéit pas aux mêmes règles que les carrières bureaucratiques et bourgeoises. Dans le parti, les positions plus ou moins brillantes, plus ou moins en vue ne sont pas mises au concours entre les camarades, mais le parti lui-même est un corps complexe et structuré qui tend organiquement et naturellement à s'adapter à sa fonction, ce qui ne veut pas dire à singer la division bourgeoise du travail.

9° Nous savons bien que la dialectique historique amène tout organisme de lutte à perfectionner ses moyens d'attaque en employant les techniques de l'ennemi. Il en résulte que dans la phase de la lutte armée, les communistes auront un encadrement militaire répondant à un modèle d'organisation précis assurant les meilleurs résultats à l'action commune. Cette organisation ne doit pas être inutilement copiée pour toutes les activités, même non militaires, du parti. La voie par laquelle les directives militaires sont transmises doit être unique, mais cette leçon de la bureaucratie bourgeoise ne doit pas nous faire

oublier de quelle façon elle dégénère, même quand ce sont des associations ouvrières qui l'adoptent. La nature organique du parti n'exige nullement que chaque camarade voie dans tel autre spécialement désigné pour transmettre les directives d'en haut l'incarnation de la force du parti.

Cette transmission entre les cellules composant l'organisme du parti se fait toujours dans les deux sens et la dynamique de chaque unité s'intègre dans la dynamique historique de l'ensemble. S'attacher à l'excès et sans raison vitale aux formes d'organisation à toujours été et sera toujours un défaut suspect et stupide, ainsi qu'un danger.

Le capitalisme est une forme historique de production qui dissimule le monopole d'une classe minoritaire derrière le droit des individus à la propriété privée. C'est pourquoi il n'a pas pu se passer de grands noms pour désigner soit ses articulations internes soit les grandes étapes de son développement, qui est devenu aujourd'hui une involution. Ces grands noms ont eu une notoriété croissante au cours de la longue phase bourgeoise dont l'histoire sinistre pèse comme un joug sur nos épaules de rebelles. Au départ, c'est l'homme possédant le plus de valeur et de force qui atteignait la plus grande notoriété et visait le pouvoir suprême ; aujourd'hui où le philistinisme petit-bourgeois domine, c'est peut-être le plus méprisable et le plus faible qui prend de l'importance grâce aux sales méthodes publicitaires.

Notre parti, dont la tâche est si difficile, s'efforce actuellement de se libérer à tout jamais de cet attachement aux hommes illustres qui entraîne le mouvement à leur suite même quand ils trahissent, et à rejeter définitivement la méthode méprisable qui consiste à fabriquer de nouvelles notoriétés et à faire de la publicité à de nouveaux noms pour atteindre ses buts et remporter des succès. A aucun stade de son développement, le Parti ne doit manquer de la volonté et du courage de lutter pour ce résultat, véritable anticipation de la société communiste.

## Trente ans de collaboration de classe

(Suite de la page 2)

faut donc, pour le moins, qu'elles n'entrent pas en contradiction avec les buts finaux de classe, qu'elles ne contribuent pas à en rendre la réalisation plus difficile, à plus forte raison qu'elles ne les fassent pas oublier. Ce qui importe donc, dans l'appréciation des réformes et « conquêtes » de 1936, ce n'est pas tant leur ampleur économique que le prix politique auquel elles ont été payées. Or, la classe ouvrière les a payées de la perte totale de son parti, de son programme et de la notion même de sa mission révolutionnaire : la « victoire démocratique » qui couronnait les grèves de juin 36 consacrait la liquidation totale du parti communiste en tant que parti de la révolution.

Bien que l'importance des « avantages » recueillis en contrepartie de cette capitulation ne doive aucunement rentrer en ligne de compte, il faut souligner cependant combien le « butin » social de juin 36 fut maigre et de courte durée. La dévaluation monétaire transforma rapidement les augmentations de salaires obtenues en nombres algébriques négatifs. Les quarante heures furent bien vite abrogées, dans la pratique, par les exigences de la production de défense nationale. L'éternelle « réforme fiscale » (celle-là même qui figure encore et sempiternellement dans le programme actuel de la C.G.T.) ne résista pas une seconde à l'hostilité du Sénat « républicain ». Il ne restait aux ouvriers que les congés payés, la généralisation des Assurances sociales et diverses autres réformes mineures qui ne prirent du relief, à l'époque, qu'en raison de l'existence d'une législation « sociale » anachronique et outrageusement rétrograde pour une grande puissance impérialiste. Après une longue

période d'inactivité syndicale, d'impuissance ouvrière et de contre-offensive féroce du patronat (toutes conséquences liées à l'échec de la révolution communiste européenne) la bourgeoisie capitaliste pouvait redouter du réveil soudain qui venait de se manifester chez les ouvriers une réaction bien plus brutale et bien plus dangereuse que le triomphe électoral d'une coalition de communistes, socialistes et radicaux. A Matignon, cette coalition de communistes, socialistes et radicaux. A Matignon, cette coalition de communistes, socialistes et radicaux. A Matignon, cette coalition de communistes, socialistes et radicaux. A Matignon, cette coalition de communistes, socialistes et radicaux. A Matignon, cette coalition de communistes, socialistes et radicaux.

(A suivre)

### SOUSCRIPTION PERMANENTE 1966 Liste N° 6

Jacques I, 10 ; Bruno, 10 ; Guy, 10 ; Oscar, 10 ; Jacques II, 5 ; Hilden, 10 ; Robert, 5 ; Marcel, 20 ; Philippe, 10 ; Witte, 10 ; Alfred, 10 ; en mémoire d'Otto, 10 ; bon diner chez Pluto, 10 ; Soutien, 5 ; de Belgique, 25 ; Alain, 20 ; Bruse, 10 ; Maurice, 15 ; Luca, 15 ; Piero, 20 ; Lasté, 10 ; Della Pipa, 10 ; Mario, 10 ; Nino, 5 ; Ernest, 5 ; Caracas, 25 ; Réunion Lancry le 10 juin, 122 ; Anne-Marie, 4 ; Emile 13 ; Boufrik, 10 ; Soutien Gino, 8 ; Bouzid, 40 ; Gino, 73 ; Christian, 20 ; R. et R., 40 ; Alain, 1,30 ; Suzanne, 36 ; Christian, 20 ; Arthur, 10 ; Gérard, 10 ; Piccino, 10 ; René, 5 ; Jean, 5 ; Hurrah aux marins anglais, 10.	750,50 F.
Total Liste N° 6	750,50 F.
Total précédent	2.002,77 F.
<b>Total général</b>	<b>2.753,27 F.</b>

(Suite de la première page)

du stalinisme qui en est la négation. Mais elle ne peut être le fait qu'une tradition révolutionnaire programmatiquement et pratiquement pure qui a su se maintenir au travers de la « terreur idéologique » et de l'immonde falsification opérée par Moscou. Le Parti Communiste International se réclame d'un tel courant indéfectible parce qu'il est le résultat de la lutte de la gauche communiste italienne à l'intérieur de la III<sup>e</sup> Internationale et du Parti Communiste Italien jusqu'à son exclusion en 1926, et ensuite à l'extérieur du monstrueux appareil policier créé par Moscou.

En effet, dès le III<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale, la gauche communiste italienne la mit en garde contre le danger démocratique que comportait l'idée de la conquête de la « majorité » du prolétariat. Au IV<sup>e</sup> Congrès la gauche durcit sa position dénonciatrice car cette fois-ci on parlait de « Front Unique » entre Partis socialistes et communistes et de « gouvernement ouvrier ». De plus elle vit avec netteté le danger d'opportunisme que présentait l'usage des pressions organisatives sur les partis ou fractions de parti ayant commis des erreurs politiques, qui était un abus falsificateur des justes principes de centralisation et de discipline. L'acuité de sa prévoyance fut confirmée, quand après que Moscou ait appuyé la droite et le centre, on préconisa la lutte anti-fasciste. C'était l'abandon du Programme révolutionnaire de classe, du but réel du prolétariat, la prise du pouvoir, pour aboutir aux fronts populaires, c'est-à-dire à l'alliance avec une soi-disante bourgeoisie démocratique contre une soi-disante bourgeoisie fasciste. Elle entraîna le

## L'illusionnisme révolutionnaire

prolétariat dans le massacre impérialiste, comme s'il avait à sauver dans cette guerre, l'œuvre législative réalisée par la démocratie, en fait devenue moyen de coercion entre les mains de celle-ci.

Lénine comptait sur l'aide du prolétariat allemand après sa révolution pour sauver l'Etat russe de la dégénérescence grâce à une aide économique, seule condition pour accélérer l'accumulation primitive du capital, après laquelle on aurait pu envisager le passage au socialisme. Le sort de la Russie était lié à la révolution mondiale. Staline, en 1926, se découvrit en déclarant qu'il s'agissait de « construction du socialisme » en Russie, aussi dans cette perspective, négatrice de celle de Lénine, n'était-il plus besoin d'aider le prolétariat international pour le renversement du capitalisme dans les autres pays. Au contraire, il s'agissait de l'enchaîner au sort de la bourgeoisie nationale et à sa politique. L'appareil stalinien permit d'écraser, et en Russie et dans les autres pays, grâce à ses agents vendus, l'opposition de gauche. C'en était fini de la continuité avec la révolution d'Octobre, c'était la marée de la contre-révolution.

Le mouvement communiste international n'a fait, jusqu'à la « déstalinisation », que suivre le P.C.U.S. Mais lorsque la III<sup>e</sup> Internationale prit fin, que la lutte frontiste contre le fascisme fut terminée, que la Russie de Khrouchchev ne fut plus celle de Staline, que grâce à l'accumulation primitive du capital derrière le rideau de fer, l'économie russe dut se libéraliser et qu'avec la vulgaire nécessité de commercer apparut

la non moins vulgaire coexistence pacifique, les divers partis nationaux se libéralisèrent eux aussi par rapport à Moscou, composèrent avec la politique nationale du jour et entamèrent des dialogues de tous côtés. Ce fut le polycentrisme de Togliatti, mise en forme juridique et idéologique de cette évolution; si même il semble n'être le fait que d'une tendance parmi le P.C.F., il est l'expression globale et juste de son comportement, ainsi que celui des divers P.C. : le 23<sup>e</sup> Congrès qui ne fut qu'une cérémonie bourgeoise et glaciale l'a bien montré.

Le P.C.F. est donc en rupture totale avec la révolution prolétarienne de 1917 et la III<sup>e</sup> Internationale de Lénine. Le fractionnisme de gauche de l'U.E.C.F., soutenue par la J.C.R., n'est que le ver d'un cadavre en putréfaction. Et l'on veut présenter ses miasmes théoriques comme devant servir au renouveau révolutionnaire du prolétariat !

\*\*

La J.C.R. justifie son rattachement au P.C.F. parce qu'il serait le parti de la classe ouvrière, même s'il comporte « tout un courant de petits bourgeois qui ne seront jamais des militants, qui refusent de s'instruire (sic), qui sont à peine de "gauche" ». « Pour nous la place qu'occupe le P.C.F. dans la classe ouvrière française détermine les voies et les moyens de construction du parti révolutionnaire » : le tout est d'arriver à faire son trou. « Ceci implique pour nous, dit la J.C.R., la rupture politique et systématique avec les groupes, souvent « marxistes-révolutionnaires » (c'est eux qui le disent, N.D.R.), notamment les groupes « La Vérité - CLER - Révoltes » et « Voix Ouvrières » : ils ne sont pas assez instruits et trop balourdement provocants vis-à-vis du P.C.F., sans que rien d'ailleurs, pour nous, ne les distingue, eux aussi, fondamentalement, programmatiquement, de lui. Ceci posé, comment agir dans ce parti un peu déformé, mais où à part « les ménagères et les petits bourgeois ignares et paresseux, on peut y trouver des militants dévoués, syndicalistes, qui participent aux luttes ouvrières quotidiennes; (pour mieux les fractionner et les faire échouer, indispensables pour stopper les grèves, afin de « dialoguer » avec le patronat, N.D.R.), ceux qui seraient les militants d'avant garde », « en bref l'avant-garde potentielle qui existe au sein de tout grand parti ouvrier de masse » ? Le procédé est simple, il suffit d'avoir quelques recettes, de « bonnes idées » (sic).

« Il est impossible d'espérer gagner, au cours d'une crise, la majorité du P.C.F. ». Mais la minorité, constituée en fraction révolutionnaire, « clandestinement bien sûr », doit arriver par un travail « lassant » à « diriger réellement » les luttes de la classe ouvrière, partielles ou non. Pour cela il faut « avancer des critiques politiques sur chaque expérience du P.C.F., pour être compris et ébranler des militants ». On acceptera tous les mots d'ordre et on participera à toutes les actions, le principal étant de les pousser au maximum. « en étant suivis, en particulier par les membres du P.C. ». Cette méthode amènerait, paraît-il, une « rupture spectaculaire » des ouvriers avec « la direction ». Par quelle magie ? On se le demande, car quelle intervention miraculeuse pourrait résoudre la contradiction qu'on soit en opposition à la majorité, qu'on participe secrètement, dans le fond de son cœur, à ses actions, en étant l'aile la plus active et qu'en même temps on en fasse la critique (mais on est plus alors clandestins !) en étant applaudi par l'ensemble des militants. C'est sans doute une nouvelle méthode politique, homeopatique. Il faut être plus vicieusement opportuniste, plus dénigrante, plus réformiste que le P.C. pour que les ouvriers se rendent compte qu'ils sont totalement trahis et crient, éreintés, désespérés, à ces petits chefs : Assez ! Ainsi dans le domaine syndical, on expliquera aux « jeunes militants de la C.G.T. » (qui ne sont pas assez « instruits », N.D.R.) que « l'absence de stratégie globale et la parcelisation » « des luttes syndicales en cours » « ne peuvent permettre d'aboutir au renversement du gaul-

lisme » (sic) ! (« L'avant-Garde », n° 1). On ne doit pas réaliser la coordination des luttes de la classe ouvrière pour qu'elle ait la force réelle d'imposer ses volontés au capital dans le but de satisfaire ses intérêts immédiats, moins encore pour qu'elle sente son unité et s'entraîne à l'action qui, graduellement, par l'expérience qu'elle en retire grâce à la critique et aux directives de son Parti de classe, doit déboucher dans des conditions violentes sur le renversement du salariat, sur l'insurrection, mais pour qu'elle vote à une forte majorité pour un candidat « communiste », comme si un changement du chef de l'Etat pouvait changer quoi que ce soit à la pression toujours plus pressante et insidieuse du capital, aux lois inflexibles du développement capitaliste.

Mais ce qui intéresse en réalité ces jeunes, ce n'est pas l'avenir du prolétariat, la diffusion parmi lui de son programme révolutionnaire de classe un et intangible, de l'action combattive et critique à son côté, qui ne craint pas la dénonciation ouverte et violente de la trahison de ses chefs pourris, parce qu'elle a une confiance historique en son rôle, celui d'abattre cette société où il n'y a plus rien à sauver ; ce n'est même pas la volonté de connaître ce programme et son expression concrète, le Parti, c'est de pouvoir jouer un rôle politique petit bourgeois, d'avoir une responsabilité quelconque au sein du P.C., de lui faire montre de leur capacité que leur dénie ce même P.C., qui les cantonne dans un infantilisme rassurant. Ce sont des étudiants qui croient encore à la culture et à son marché, l'université ; aussi croient-ils à ce syndicat de catégorie privilégiée, l'U.N.E.F. ; aussi, disent-ils qu'il y a nécessité, « pour qu'un parti soit vraiment révolutionnaire, de ne pas laisser ce monopole du savoir à la bourgeoisie, mais de déterminer au sein de la classe ouvrière une aile marchante qui arrive à sortir de sa condition, à acquérir une culture révolutionnaire », alors qu'il ne s'agit pas pour un véritable communiste de « culture », mais d'expérience révolutionnaire et de connaissance théorique qui est conscience et prévision de la pratique future. Cette connaissance se traduit dans une forme organisationnelle qui est son dépositaire et son organe de lutte qui ne fonctionne pas selon le principe bourgeois de centralisme démocratique, mais selon un centralisme non mécanique, non bureaucratique, simplement organique. Le Parti, condition nécessaire de la constitution du prolétariat en tant que classe révolutionnaire. Sa conscience et sa pratique, normalisées en tactique, qui n'acceptent aucun changement parce que nées d'un bloc et définitivement avec l'apparition de l'antagonisme des ouvriers au capital et sa solution complète, radicale, donnée par Marx, est la négation de la pro-

\*\*

priété privée bourgeoise, de son « savoir » qui n'est qu'une recette ou mille recettes, selon les circonstances, pour une conduite empiriste dont le but est toujours l'intérêt égoïste, c'est-à-dire l'accroissement de la propriété privée, de son capital, qui ne peut se faire que par la dépossession d'un nombre toujours croissant d'hommes.

Ces jeunes sont des staliniens invétérés. Aussi n'ont-ils pas d'autres mots d'ordre que ceux du P.C.F. : lutte anti-fasciste, lutte contre l'impérialisme américain, lutte pour l'indépendance petite-bourgeoise des pays coloniaux, étiquée par la formule de « construction du socialisme », appelée « progrès de la révolution dans le monde », lutte pour la « démocratisation », pour la rénovation de la démocratie, pour la liberté, etc., fleurs putrides de la contre-révolution stalinienne. Fatalement ils sont lâches et peuvent dire : il n'est pas question d'expliquer (comment d'ailleurs pourraient-ils le faire ? N.D.R.) aux « ouvriers du P.C.F., dès maintenant, que leur direction les a trahis, que c'est une direction de vendus... comme le font toute une série de groupuscules » ; on ne peut pas le faire « en fonction du Marxisme-Léninisme », « on perdra son temps » : « ils ne sont pas, ces militants ouvriers, des marxistes, puisqu'ils n'ont aucune éducation politique ». Reluisant langage !

Puisque rien ne les différencie du P.C.F., puisqu'ils ne trouvent pas nécessaires de dénoncer ses chefs, que leur reste-t-il pour montrer leur prétendue opposition ? Leur naïve façon de leur prétention puérile qui n'a qu'un moyen de se manifester : la farce-atrappe, la plate plaisanterie. En voilà un exemple parmi les plus sérieux : « il ne s'agit pas de sortir un tract sur la lâcheté du P.C. Le travail consiste à inviter par lettre toutes organisations démocratiques à participer à une campagne anti-fasciste et les prévenir que tout refus de leur part sera porté à la connaissance du public. On peut ainsi ébranler des gens, y compris les militants du P.C.F. »

Nous sommes presque navrés d'écrire si longuement sur de telles gens. Mais des jeunes qui peuvent avoir quelque chose dans le ventre et dans la tête peuvent, peut-être, se laisser prendre, un temps, par le battage de la J.C.R., dernière exécution stalinienne.

A ceux qui luttent, ou désirent lutter réellement, nous leur disons avec Marx : « Nous développons au monde des principes nouveaux que nous tirons des principes du monde. Nous ne lui disons pas : renonce à tes luttes, ce sont des niaiseries ; nous allons te crier le vrai mot d'ordre du combat. Nous lui montrons simplement pourquoi il lutte en réalité, et la conscience de cela est quelque chose qu'il est contraint d'acquiescer, même s'il ne le veut pas ». (Lettre à Ruge de septembre 1843).

## La grève des marins anglais

A l'heure où nous mettons sous presse, la grève des marins britanniques n'est pas encore terminée, bien que des marchandages semblent promettre une solution transactionnelle du conflit.

Même quand on sait combien sont dures les conditions de travail et d'existence des prolétaires dans cette période de grande prospérité capitaliste, c'est avec étonnement qu'on apprend que la durée hebdomadaire du travail sur les navires de commerce de Sa Gracieuse Majesté est de 56 heures, c'est-à-dire à raison de 8 heures par jour, pas de repos hebdomadaire. Deux conquêtes du prolétariat d'avant 1914 ainsi effacées de l'histoire : le repos hebdomadaire et la journée de 8 heures

Cette défaite écrasante, le prolétariat anglais la doit à la même politique de soumission à l'intérêt national qui a apporté tant de souffrances au prolétariat européen et russe : la collaboration de classe. Mais en Angleterre cet abandon des intérêts prolétaires présente deux aspects particuliers quoique étroitement liés.

Le premier est commun aux prolétaires anglais et continentaux. C'est la solidarité avec sa bourgeoisie dans la préparation de la guerre (course aux armements), dans son exécution (union sacrée), et dans la solution des problèmes posés par le retour à l'économie de paix (reconversion, reconstruction). Et ceci au cours de deux guerres mondiales acharnées !

Le second est spécifiquement anglais : c'est l'appui « civique » apporté au capital britannique dans la solution de son problème le plus ardu, celui que les historiens désignent sous le vocable de « crise britannique du XX<sup>e</sup> siècle ». Cette crise est un phénomène bien connu. Pays créateur de la révolution industrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle « Atelier du monde » au XIX<sup>e</sup>, dominatrice d'un immense empire colonial, maîtresse de l'économie de nombreux pays, despote du marché

mondial, reine sur toutes les mers du monde, la Grande-Bretagne voit vers 1880-90, à l'aube de l'impérialisme moderne, surgir de vigoureux concurrents : Etats-Unis, Allemagne, Japon. Au XX<sup>e</sup> siècle, malgré ses victoires dans les deux guerres mondiales et la conservation de ses positions coloniales, elle connaît des difficultés d'adaptation grandissantes : son monopole financier est entamé puis supplanté par les Etats-Unis, son équipement industriel vieilli est activement concurrencé, son charbon souffre de l'emploi généralisé du pétrole, sa marine de commerce doit faire place à des pavillons toujours plus nombreux. Sa balance commerciale devient chroniquement déficitaire et sa balance des paiements tend à le devenir. La livre est de plus en plus malade.

Pour remonter une telle pente, la seule ressource est une exploitation accrue de la force de travail du prolétariat anglais. Comme les conservateurs ne peuvent l'exercer impunément sans discontinuité, les travaillistes alterneront au pouvoir avec eux : ce fut d'abord Mac Donald, c'était hier Attlee (devenu Lord pour ses bons et loyaux services), c'est aujourd'hui Wilson.

Nous ne pensons pourtant pas, et la grève dure des marins en est une preuve, que l'habileté des politiciens travaillistes puisse à jamais empêcher le retour du prolétariat anglais sur des positions de classe. Pour une raison simple : l'évolution du capitalisme mondial, l'inégalité de développement défavorable à l'impérialisme anglais, saperont de plus en plus la possibilité d'entretenir en Grande-Bretagne une « aristocratie ouvrière »

Nous voyons ainsi se réaliser la prévision que Marx avait énoncée face aux apôtres du Capital qui soulignaient complaisamment l'embourgeoisement du prolétariat anglais. Marx montrait que la situation privilégiée d'une couche importante de ce prolétariat tenait au monopole commercial et colonial de la Grande-Bretagne, et qu'elle cesserait lorsqu'il prendrait fin. C'est ce qui se passe sous nos yeux, et la grève des marins, quels que soient ses résultats, est la promesse du retour du prolétariat anglais au mouvement révolutionnaire de ses débuts, aux méthodes de lutte intransigeantes et violentes, à la rupture avec les idéaux ignobles de la société bourgeoise nationale.

## A l'Est rien de nouveau

(Suite de la page 1)

des qui permit à Moscou d'exploiter les pays de l'Est (comme les russes l'admirent en 1956 à propos des « traités inégaux ») et aujourd'hui de le faire en tant que courtier de l'impérialisme occidental. Ce serait folie de penser que l'U.R.S.S. puisse renoncer à cette occupation pour laisser le champ libre à l'impérialisme européen et en particulier allemand.

Mais il est tout aussi peu sage d'espérer que Moscou accepte une reconquête de cet espace oriental sous la débonnaire protection de ses troupes, alors qu'elles sont précisément là pour le contraire.

Les Russes ont clairement fait savoir aux Américains que malgré l'écrasement du Vietnam du Nord sous les bombes, il n'y aurait pas de réaction de leur part tant qu'on ne les inquiéterait pas en Europe, c'est-à-dire dans la zone régie par les accords de Yalta. Leur seule crainte véritable vient de la renaissance de l'impérialisme allemand et ils ont immédiatement dénoncé les propositions de Barzel comme « un nouvel emballage enveloppant une vieille marchandise ».

Pour nous, marxistes, ces propositions ne sont pas une manœuvre, mais une tentative compréhensible, quoique vouée à l'échec de résoudre, dans le cadre de la conservation sociale du capitalisme, un problème insoluble. Elles offrent pourtant la possibilité d'une manœuvre de grande envergure : à mesure que s'aggrave l'inégalité du développement des impérialismes mondiaux, et donc qu'apparaîtront les causes d'un nouveau conflit mondial, elles permettraient d'assurer la préparation idéologique de ce conflit, les Allemands accusant la Russie de s'opposer à la satisfaction du sacro-saint principe national en Europe, les Russes accusant l'Allemagne éternelle de repartir à la conquête de l'hégémonie mondiale.

Si le prolétariat européen veut éviter une troisième guerre mondiale, il doit dès aujourd'hui renoncer à tout principe national ou supranational et proclamer son intention de mettre à profit les conditions que lui apportera la prochaine crise de surproduction pour appliquer sa volonté de détruire les nations et d'instaurer la dictature internationale de son parti de classe.

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - I.M.P. »  
3 et 5 boulevard Desplaces  
M A R S E I L L E (X<sup>ème</sup>)

Décôt légal 28794, déc. 63, Paris  
Distribué par les N.M.P.P.